



Ville de Vernon
EN NORMANDIE

Direction de l'aménagement Urbain

Voirie et réseaux

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

Tél : 0800027200

Dossier suivi par : Devriese Pascal

Email : ctm@vernon27.fr

Arrêté n° 0955/2023

Restriction de circulation - rue des Vergers de Bizy et rue de Marzelles - du 18 au 31 octobre 2023

Le Maire de la Commune de VERNON,

Vu l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

Vu le règlement de voirie communale,

Vu le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

Vu l'arrêté n°071/2023 du 02 février 2023 portant délégation de signature à Éric GUERIN, Directeur général des services techniques ;

Considérant la demande l'entreprise KYNTUS sise 23, rue Louis Breguet, Le Santos Dumont Bât B à Vélizy-Villacoublay (78140), tendant à réaliser un tirage de câble de fibre optique pour le compte d'ORANGE,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,

Sur proposition du Directeur général des services techniques,

ARRETE

Article 1 : Rue des Vergers de Bizy et rue de Marzelles la voie sera ponctuellement réduite à 3 m du mercredi 18 octobre au mardi 31 octobre 2023.

La durée du chantier sera de un jour.

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Monsieur le Directeur général des services techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 16/10/2023



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).